



### Union européenne – Informations générales

- Contribution de la REIF au Livre vert sur le vieillissement
- Plan national de relance et de résilience de la France pour 2021
- Lancement de la plateforme numérique de la Conférence sur l'avenir de l'Europe
- Collège des Commissaires : des propositions sur la santé et sur l'identification électronique attendues en mai

### Actualité européenne de la protection sociale

#### Santé

- Accélération de la production européenne de vaccins en vue
- Publication des spécifications techniques des certificats verts numériques

#### Emploi/ Affaires sociales

- Déclaration du groupe d'intérêt des aidants informels du Parlement européen sur le plan d'action du Socle européen des droits sociaux
- Projet de rapport parlementaire sur les plateformes numériques, les conditions de travail et la protection sociale

#### Famille/Jeunesse

- Adoption d'une motion du Parlement européen pour une Résolution sur la Garantie européenne pour l'enfance

#### Agenda

#### Publications

## ÉDITO : En route vers Porto !

Avril a été tout particulièrement marqué par la finalisation, jusqu'à la dernière minute, des plans nationaux de relance et de résilience des capitales européennes afin de respecter l'échéance prévue par la Commission européenne à la fin du mois.

Le plan de relance européen de 750 milliards d'euros est historique en prévoyant pour la première fois un mécanisme d'endettement commun. Toutefois, son montant apparaît bien dérisoire, si on le compare au plan américain de relance de 1900 milliards d'euros promulgué par le président des États-Unis, Joe Biden, le 11 mars dernier.

L'UE et les États-Unis n'ont évidemment rien de comparable notamment en termes de dépenses de protection sociale par citoyen et rapportées au PIB. Toutefois, alors que le plan de relance américain prévoit l'augmentation massive de prestations sociales, il y a fort à parier que les plans de relance et de résilience des États membres soient conditionnés à la réduction de certaines dépenses publiques ou à la mise en œuvre de certaines réformes sociales, possiblement dans le champ de la sécurité sociale.

Dans ce contexte, le Sommet social de Porto qui aura lieu les 7 et 8 mai, annoncé par le Portugal comme le moment clé de sa présidence, devrait venir confirmer ou non l'appétence des États membres à renforcer la dimension sociale de l'UE. À lire certaines contributions d'États membres en amont du Sommet, tels les États frugaux, l'on pourrait rapidement être désenchanté tant les clivages en matière d'Europe sociale sont extrêmement forts et de plus en plus prégnants.

Gageons que la signature de la déclaration sur le plan d'action du Socle européen des droits sociaux par les institutions européennes, au-delà de son aspect convenu attendu, puisse donner un coup d'accélérateur ou à tout le moins donne l'occasion à la France (avec l'Allemagne ?) de se poser en leader de l'Europe sociale, notamment dans le contexte de sa présidence début 2022 !

4 ans

Augmentation de l'âge médian entre 2019 et 2050  
(Eurostat)

12 fois

plus de pénuries de médicaments qu'en 2008  
(Parlement européen)

## **Contribution de la REIF au Livre vert sur le vieillissement.**

La Représentation des institutions françaises de sécurité sociale auprès de l'UE (REIF) a publié le 21 avril sa contribution au questionnaire de la consultation publique de la Commission européenne sur le Livre vert sur le vieillissement. La REIF entend appuyer la vision holistique du vieillissement actif, qui consiste à raisonner sur tout le cycle de vie, sur des sujets en amont du grand âge, comme les politiques familiales, les programmes de prévention en santé, l'accès au médicament ou encore la préparation de la retraite. Par ailleurs, la REIF souhaite valoriser certaines bonnes pratiques françaises, tant celles issues des prestations dites légales que l'action sociale extra-légale, favoriser les échanges d'expériences avec les autres États membres ou encore promouvoir l'élargissement des financements européens à certains programmes d'action sociale pour l'instant non éligibles.

*Pour plus d'informations, voir :*

[http://www.reif-org.eu/wp-content/uploads/2021/04/Note-contribution-REIF-consultation-Livre-vert-vieillissement\\_finale.pdf](http://www.reif-org.eu/wp-content/uploads/2021/04/Note-contribution-REIF-consultation-Livre-vert-vieillissement_finale.pdf)

## **Plan national de relance et de résilience de la France pour 2021.**

Le plan national de relance et de résilience de la France (PNRR) a été envoyé à la Commission européenne le 29 avril. Il présente les investissements pour lesquels la France sollicite un financement de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), à hauteur d'environ 40 Md€, ainsi que la stratégie de réformes qui les accompagne. Pour rappel, les 27 États membres se sont accordés, lors du Conseil européen de juillet 2020, sur le plan de relance dit *NextGenerationEU* de 750 Md€ financé par un endettement commun. Le PNRR doit désormais être formellement évalué par la Commission européenne puis adopté par les ministres des Finances de l'UE au sein du Conseil ECOFIN.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/04/29/presentation-du-plan-national-de-relance-et-de-resilience-2021>

## **Lancement de la plateforme numérique de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.**

Le comité exécutif de la Conférence sur l'avenir de l'Europe composé de représentants des trois institutions (Parlement, Conseil et Commission) a officiellement lancé le 19 avril la plateforme numérique interactive, disponible dans les 24 langues officielles de l'UE, qui doit permettre un partage et un échange d'idées et de points de vue entre les citoyens de l'Union lors d'événements organisés en ligne. La plateforme s'articule autour de plusieurs thèmes dont la santé, la justice sociale et l'emploi. Un champ libre destiné aux autres idées et idées transversales viendra compléter ces thèmes. La Conférence sur l'avenir de l'Europe sera officiellement lancée lors d'un événement virtuel le 9 mai, à l'occasion de la Fête de l'Europe.

*Pour plus d'informations, voir :* <https://futureu.europa.eu/?locale=fr>

## **Collège des Commissaires : des propositions sur la santé et sur l'identification électronique attendues en mai.**

Le Collège des Commissaires a publié son agenda jusqu'à fin mai. Plusieurs propositions qui devraient être publiées dans les semaines à venir seront suivies avec attention par la REIF et ses membres :

- Publication de la stratégie européenne sur les traitements Covid (5 mai),
- Proposition de Règlement sur les autorisations en urgence de médicaments (5 mai),
- Publication d'une Communication sur une approche globale en matière de recherche et d'innovation (18 mai),
- Proposition d'une identification électronique européenne fiable et sécurisée (26 mai).

D'autres sujets, tels la Stratégie industrielle renouvelée (5 mai) et le paquet du Semestre européen de printemps (26 mai), seront également susceptibles d'avoir un impact sur les organismes de sécurité sociale.

*Pour plus d'informations, voir : <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/2/2021/EN/SEC-2021-2375-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF>*

## Santé

### Accélération de la production européenne de vaccins en vue.

Deux recommandations techniques de l'Agence européenne des médicaments (EMA) devraient permettre d'augmenter substantiellement la production de vaccins dans les prochaines semaines. Il s'agit premièrement d'une décision relative à l'augmentation du volume des lots produits dans l'usine belge de Pfizer et deuxièmement de l'approbation d'une nouvelle chaîne de remplissage dans l'usine espagnole de Moderna. L'activité en matière de surveillance post-autorisation des vaccins a également été renforcée avec le lancement, le 26 avril, d'un conseil consultatif conjoint entre l'EMA et l'ECDC, Centre de prévention et de contrôle des maladies.

L'EMA examine par ailleurs depuis le 29 avril [l'autorisation du baricitinib](#) pour le traitement des patients sous oxygène, portant ainsi à 4 le nombre de traitements potentiels actuellement examinés.

De son côté, l'ECDC a publié un [document de support](#) sur l'implication de la vaccination sur les mesures non pharmaceutiques destiné à guider les États membres dans le possible allègement des mesures pour les personnes vaccinées.

Pour plus d'informations, voir : <https://www.ema.europa.eu/en/news/increase-vaccine-manufacturing-capacity-supply-covid-19-vaccines-biontechpfizer-moderna>

### Publication des spécifications techniques des certificats verts numériques.

L'exécutif avait présenté, le 17 mars, une [proposition sur les certificats verts numériques](#) qui devraient permettre de faciliter la circulation des personnes en apportant la preuve d'une vaccination Covid, d'un test négatif ou d'une guérison. Le réseau *Santé en ligne* des États membres s'est entendu, le 22 avril, sur les spécifications techniques du dispositif.

L'accord porte sur la structure des données transmises et les mécanismes d'encodage qui permettront *in fine* de générer un code QR lisible dans l'ensemble des États membres. L'authenticité de ce dernier pourra être vérifié via un portail européen unique. Charge désormais aux États membres de déployer les infrastructures et solutions nationales, étape pour laquelle ils pourront employer les solutions de référence proposées par le réseau et solliciter le soutien technique et financier de la Commission. Une phase-test sera organisée en mai, avant le lancement effectif des certificats en juin.

Pour plus d'informations, voir :

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_1883](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1883)

## Emploi/ Affaires sociales

### Déclaration du groupe d'intérêt des aidants informels du Parlement européen sur le plan d'action du Socle européen des droits sociaux.

Dans une déclaration publiée le 27 avril, les eurodéputés du groupe d'intérêt des aidants informels appellent la Commission européenne à mener une politique globale et ambitieuse en matière d'aides et de soins de longue durée. S'ils saluent la direction prise en la matière dans le plan d'action du Socle européen des droits sociaux, ils font part de plusieurs préconisations : investir

massivement dans la politique dite du *care*, fixer des objectifs communs aux États membres, assurer une collecte importante de données, disséminer les bonnes pratiques...

*Pour plus d'informations, voir :* <https://eurocarers.org/epsr-a-basis-of-an-eu-strategy-on-care-and-caring/>

## **Projet de rapport parlementaire sur les plateformes numériques, les conditions de travail et la protection sociale.**

La Commission Emploi et Affaires Sociales du Parlement européen a publié le 9 février un projet de rapport sur des conditions de travail, des droits et une protection sociale justes pour les travailleurs de plateformes - nouvelles formes d'emploi liées au développement numérique. L'eurodéputée Sylvie Brunet (LREM-MoDem/ Renew Europe) est rapporteure du texte en Commission. Elle se félicite de la future initiative législative de la Commission visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs de plateformes et souhaite, entre autres, qu'ils reçoivent une indemnisation en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle et bénéficient d'une couverture d'assurance maladie et invalidité. Plus de 200 amendements ont été déposés au projet de rapport qui devrait être adopté en plénière avant l'été.

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/EMPL-PR-657498\\_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/EMPL-PR-657498_FR.pdf)

## **Famille/Jeunesse**

### **Adoption d'une motion du Parlement européen pour une Résolution sur la Garantie européenne pour l'enfance.**

Le Parlement européen a adopté le 29 avril une Résolution sur la Garantie européenne pour l'enfance qui vise à enrichir la proposition publiée par la Commission le 24 mars. Le texte met notamment l'accent sur les conséquences de la pandémie, sur le rôle majeur que doivent jouer les futurs coordinateurs nationaux ou encore sur les importants investissements sociaux nécessaires à la réussite du projet.

*Pour plus d'informations, voir :* [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0161\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0161_EN.html)

## Évènements passés

### **28 avril 2021, en ligne, *On the road to Porto, a solidarity action plan for all generations*, CECOP.**

CECOP, la Confédération européenne des coopératives industrielles et de services, a organisé une conférence en amont du sommet social qui se tiendra à Porto au début du mois de mai. De nombreux acteurs et parties prenantes ont pu exprimer leur vision : la vice-présidente de la Commission Dubravka Šuica en charge de la Démocratie et de la Démographie, plusieurs eurodéputés, la Confédération européenne des syndicats, ainsi que d'autres acteurs de la société civile. Au-delà des différences d'approche, tous estiment que la transition démographique doit devenir un sujet cardinal, avec des implications fortes en matière de solidarité intergénérationnelle.

Pour plus d'informations, voir : <https://cecop.coop/works/a-solidarity-action-plan-for-all-generations-online-conference-april-28th>

### **28 avril 2021, en ligne, *Porto Social Summit: a New Impetus to Europe's social commitment*, Comité économique et social européen.**

Les partenaires sociaux ont pu échanger leurs vues sur le nouvel élan attendu du sommet social de Porto. Si la direction annoncée dans le plan d'action du Socle européen des droits sociaux est globalement partagée, ce sont surtout les modalités pour atteindre ces objectifs qui ont fait débat, par exemple sur la question des salaires minimaux en Europe.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/sommet-social-de-porto-un-nouvel-elan-pour-lengagement-social-de-leurope>

### **29 avril 2021, en ligne, *International Congress on the Fight against Child Poverty*, Familienkasse.**

La Familienkasse, institution fédérale en charge des prestations familiales en Allemagne, a organisé une conférence internationale en ligne sur la lutte contre la pauvreté infantile. L'événement a permis de faire un point sur l'état de la recherche en la matière, d'échanger avec des représentants de la Commission sur le projet de Garantie européenne pour l'enfance et, enfin, de partager les bonnes pratiques en œuvre dans différents pays. La REIF a ainsi pu mettre en lumière plusieurs actions de la Cnaf contre le non-recours aux droits : rendez-vous des droits, datamining, inclusion numérique...

Pour plus d'informations, voir :

[https://familienkasse-eu-congress.de/frontend/index.php?folder\\_id=3735&page\\_id=](https://familienkasse-eu-congress.de/frontend/index.php?folder_id=3735&page_id=)

## **Groupe d'experts sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé, *Improving access to healthcare through more powerful measurement tools*, avril 2021, 83p.**

Dans son récent rapport, le groupe d'experts de la Commission sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé étudie les outils nécessaires à une meilleure mesure des problématiques d'accès à la santé. Trois types d'instruments sont explorés : l'évaluation du caractère équitable de la distribution des avantages en matière de santé, le système de vignettes testé dans certains projets-pilotes et les outils permettant de mieux appréhender, au niveau national, les difficultés rencontrées par les groupes vulnérables. En conclusion, le rapport souligne qu'il est nécessaire de s'appuyer sur une multitude d'indicateurs, et notamment sur ceux, souvent négligés, rendant compte de l'expérience du patient, pour mesurer l'accès aux soins. La mesure de la couverture en matière de santé, en particulier, n'aurait de sens qu'au regard des attentes des patients. Enfin, la réduction des inégalités d'accès ne peut être obtenue qu'en prenant en compte d'autres types de facteurs, tels que le logement ou la situation d'emploi.

*Pour plus d'informations, voir :*

[https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/systems\\_performance\\_assessment/docs/measuring\\_access-to-healthcare\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/systems_performance_assessment/docs/measuring_access-to-healthcare_en.pdf)

## **Cnaf, Mesures mises en place dans différents pays pour soutenir les familles face à la crise de Covid-19, mars 2021, 39p.**

Dans une étude comparative, la Mission des relations européennes, internationales et de la coopération de la Caisse nationale d'allocations familiales a analysé les mesures prises à destination des familles pendant la crise pandémique. Il en ressort des actions souvent partagées : augmentation de certaines prestations, assouplissement de leurs modalités de gestion, dispositions spécifiques pour l'accueil des jeunes enfants... Cependant, alors que les pays dotés de systèmes de protection sociale consolidés se sont souvent appuyés sur des dispositifs déjà existants, ce sont davantage des aides exceptionnelles qui ont été mises en œuvre dans les pays émergents ou en développement, où de nombreux travailleurs du secteur informel ne disposent pas de protection sociale.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/international/2021%20Etudes/Covid%20comparaison%20internationale%20mesures%20pour%20familles.pdf>

## **Nouveaux rapports Flash du Réseau européen de politique sociale.**

De nouveaux rapports Flash préparés par le Réseau européen de politique sociale (ESPN) ont été publiés le 27 avril sur de récents développements de la politique sociale notamment en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni. Le Luxembourg a par exemple réintroduit un mécanisme d'indexation des allocations familiales. En France, la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », adoptée en 2018, qui avait entre autres pour ambition d'aligner la protection sociale des travailleurs salariés et indépendants, n'a pas eu les effets escomptés puisque le non-recours aux allocations chômage par les indépendants est de près de 90%. Enfin, au Royaume-Uni, les crédits d'impôt pour enfants sous condition de ressources, les allocations logement et les

allocations familiales du crédit universel ont un impact limité sur la lutte contre la pauvreté des enfants.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=1135&newsId=9993&furtherNews=yes>

### **Eurofound, *Changing priorities. The impact of Covid-19 on national policy agendas*, 22 avril 2021.**

L'agence européenne tripartite Eurofound a publié une analyse des politiques et des évolutions de la vie professionnelle en 2020 qui montre que la pandémie de Covid-19 a, dans certains cas, accéléré et, dans d'autres, ralenti plusieurs évolutions politiques dans l'UE. La numérisation des entreprises et l'utilisation des outils numériques par les salariés sont devenues un sujet plus dominant pendant la pandémie. Toutefois, la crise a également perturbé ou relégué au second plan certains développements, notamment dans des domaines tels que la réglementation de l'emploi, les retraites et les salaires minimaux et plus généralement le dialogue social.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://www.eurofound.europa.eu/fr/publications/article/2021/changing-priorities-the-impact-of-covid-19-on-national-policy-agendas>

La Représentation des Institutions Françaises de sécurité sociale auprès de l'Union européenne (REIF) a été créée en mai 2003 pour représenter les caisses de sécurité sociale française de base auprès de l'Union européenne.

Depuis le 01 avril 2015, elle regroupe toutes les branches du régime général pour les travailleurs salariés et indépendants et le régime agricole : l'assurance maladie (CNAM), la retraite (CNAV), la famille (CNAF), le recouvrement (ACOSS), la mutualité sociale agricole (CCMSA), ainsi que l'École Nationale Supérieure de Sécurité sociale (EN3S), l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) et la Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) l'ont également rejoint.

